CONSOMMATION ET MODES DE VIE

Chroniques du CREDOC

N° 3 – Juin 1985

Inquiétude et insécurité

Que craignent les Français ?

Françoise Boscher

Comme chaque année, le CREDOC a relevé dans l'enquête « Conditions de vie et aspirations » les réactions des Français à propos de quelques risques. A l'automne 1984, la maladie grave suscite toujours les craintes les plus vives. D'autre part, la perception de l'insécurité reste stable depuis 1980, alors qu'elle avait progressé auparavant.

Le sentiment d'inquiétude éprouvé pour soi-même ou son entourage obéit surtout à des facteurs socio-démographiques. Celui de l'insécurité lié à des problèmes de voisinage s'en différencie : l'influence de la localisation géographique prédomine.

Inquiétude : la maladie grave, un souci majeur

Parmi les risques évoqués (divers accidents, chômage, guerre...), la maladie grave constitue l'éventualité la plus redoutée : à l'automne 1984, 48 % des Français s'en inquiètent « beaucoup » alors que

10 % affirment le contraire. L'accident de la route et le chômage viennent peu après. L'agression dans la rue paraît encore moins préoccupante : 28 % des personnes se disent « beaucoup inquiètes » contre 23 % « pas du tout ».

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches.
Pouvez-vous me dire si les risques suivant vous inquiètent :

En %

Automne 1984	Beaucoup	Assez	Un peu	Pas du tout	Ensemble
Maladie grave	48	25	17	10	100
Accident de la route	42	31	19	8	100
Chômage	42	21	18	19	100
Aggression dans la rue	28	22	27	23	100
Accident de travail	20	21	27	32	100

**Les motifs
d'inquiétude
fin 1984**

Proportion de personnes se déclarant « beaucoup » inquiètes pour les risques suivants : En %					
	1981	1982	1983	1984	
				Printemps	Automne
Maladie grave	46	47	51	43	48
Accident de la route	30	38	47	36	42
Guerre	37	34	43	32	-
Chômage	35	35	40	45	42
Agression	19	23	28	24	28
Accident de centrale nucléaire	11	18	23	-	-
Accident de travail	17	18	22	-	20

Evolution des motifs d'inquiétude depuis 1981

De 1981 à 1983, l'inquiétude a progressé pour les différents risques et, en particulier, pour l'accident de la route (de 30 % à 47 % pour « beaucoup » inquiets).

L'enquête du printemps 1984 apportait une note de détente : moins de Français se déclaraient très inquiets, sauf à propos du chômage. Cette amélioration ne paraît pas se confirmer à l'automne.

L'influence des facteurs socio-démographiques

Un indicateur synthétique d'inquiétude élaboré à partir des questions précédentes et de quelques anticipations (conditions de vie, éventuelles restrictions d'énergie) donne une mesure globale du degré d'inquiétude. Il traduit l'existence d'une certaine attitude face à l'avenir. Si 32 % des Français se déclarent « très inquiets » et 20 % se révèlent confiants (« pas du tout inquiets »), le reste de la population a une position plus nuancée (« assez » ou « peu inquiets »).

Les facteurs socio-démographiques exercent une forte influence : l'inquiétude croît avec l'âge, le nombre d'enfants et diminue avec le niveau d'ins-

truction ; les femmes sont plus inquiètes que les hommes, même à âge égal. Chez les inquiets, on trouve davantage de femmes inactives, de retraités, de veuves ou de personnes dont l'état de santé est déficient. Les moins inquiets comptent davantage d'hommes jeunes, de Parisiens, de célibataires.

De plus, le niveau d'inquiétude paraît refléter des états d'esprit et induire des comportements typés. Ainsi, les personnes les plus inquiètes sont bien souvent les plus insatisfaites (opinions sur l'évolution passée des revenus, sur l'environnement et le cadre de vie, sur la santé). Cette tendance se prolonge sur le futur, puisque leurs anticipations sont défavorables : opinions sur les conditions de vie dans les cinq ans, appréciations sur la diffusion de l'informatique et sur l'utilisation des découvertes scientifiques dans la vie quotidienne. Cette défiance à l'égard de la nouveauté s'exprime aussi par un attachement aux valeurs traditionnelles de la famille (« seul lieu où l'on se sent bien et détendu »). Ce sentiment général de méfiance se manifeste par un certain repli dans le comportement social : peu de réception d'amis, faible participation à la vie associative, activités de loisirs plus souvent individuelles.

Des problèmes plus ou moins graves peuvent se poser à propos de la sécurité dans le voisinage. Aidez-vous de cette liste pour répondre : En %					
Automne 1984	Est un problème grave	Pose problème	N'est pas un problème grave	Ne pose aucun problème	Ensemble
	Le cambriolage	31	34	16	
La sécurité individuelle face aux agressions	32	28	18	22	100
Le vandalisme	33	30	17	20	100

L'insécurité fin 1984

Proportion des personnes estimant graves les problèmes de sécurité dans le voisinage :				
	1977	1980	1983	1984
Le cambriolage	23	32	32	31
L'insécurité individuelle face aux agressions	18	34	32	32
Le vandalisme	20	35	31	33
La circulation	13	16	16	-

Sentiment d'insécurité : stabilité depuis 1980

Un sentiment différent : l'insécurité

La perception de l'insécurité est très différente par son champ (problèmes de sécurité dans le voisinage) et ses déterminants. A l'automne 1984, les appréciations sont peu différenciées selon la nature des actes de violence : sont jugés comme des « problèmes graves », le vandalisme (33 % des Français), la sécurité individuelle face aux agressions (32 %) et le cambriolage (31 %).

La perception de l'insécurité a progressé entre 1977 et 1980. Cette évolution a surtout concerné l'insécurité individuelle face aux agressions (la réponse « c'est un problème grave » est passée de 18 % à 34 %, mais aussi le vandalisme (de 20 % à 35 %). Depuis 1980 elle s'est stabilisée, sans grande différenciation entre les risques.

Seules les appréciations sur les problèmes de sécurité liés à la circulation (question non posée en 1984) ont peu évolué (de 13 % à 16 %) et traduisent une moindre sensibilité.

La perception de l'insécurité : un problème local

Un indicateur synthétique a également été élaboré à partir de ces questions. Il montre que 31 % des Français sont « très sensibles » aux problèmes de sécurité dans le voisinage, alors que 21 % n'y accordent aucune attention. Les positions médianes demeurent très typées et ne peuvent se confondre : 33 % répondent « cela pose un problème » et 15 % considèrent qu'il ne s'agit « pas d'un grave problème ».

La perception de l'insécurité obéit surtout à des facteurs de localisation géographique. Des régions, comme Centre-Est, la Région parisienne (en particulier la grande couronne), et le Nord y sont très sensibles, alors que l'Ouest est de loin celle où l'on se sent le plus en sécurité. Le fait d'habiter ou de travailler en ville accroît cette sensibilité, qui se manifeste moins dans les villages, et encore moins en habitat dispersé. L'effet de la concentration

urbaine, qui ne constitue pas un phénomène nouveau, est confirmé par un critère tel que la taille de l'agglomération : celles de moins de 2 000 habitants sont perçues de loin comme les plus sûres. De même, le sentiment de sécurité tend à croître avec l'éloignement des grandes agglomérations.

Le type de logement intervient aussi : la crainte est plus forte chez les habitants de HLM et ILN que chez ceux des pavillons. Les facteurs socio-démographiques n'ont guère d'influence, sauf pour les agriculteurs (« pas du tout sensibles ») et les veuves (« très sensibles »).

La perception de l'insécurité constitue un sentiment plutôt isolé et autonome ; contrairement à l'inquiétude, elle ne s'accompagne pas d'un ensemble de manifestations caractéristiques dans les attitudes ou les comportements. Notons cependant, chez les personnes les plus sensibles aux problèmes de sécurité, des opinions défavorables à propos de fonctionnement de la justice et de l'environnement qui dépend largement du degré d'urbanisation (insatisfaction du cadre de vie, nuisances sonores). De plus, il existe dans la population une catégorie particulièrement anxieuse (environ 18 %). Ces personnes, à la fois très inquiètes et très sensibles à la sécurité, sont surtout des femmes âgées, notamment des veuves, ayant (eu) des enfants, des habitants d'HLM et ILN, résidant plutôt en grande couronne parisienne ou dans des agglomérations de plus de 200 000 habitants. Leurs appréciations dans différents domaines sont très négatives et très pessimistes (« très mal », « beaucoup moins bien », « vont se détériorer beaucoup », « très lourde charge »).

– « Quelques points de vue sur les opinions et les attitudes des Français ». Phase IV (automne 1982). Rapport final. Juillet 1984.

– A paraître, rapport final Phase VI (automne 1983).

L'enquête «Conditions de vie et aspirations des Français» du CREDOC

Depuis 1978, le CREDOC mène «une enquête permanente sur les situations et perceptions relatives aux conditions de vie et à la qualité de la vie des Français». L'échantillon, renouvelé à chaque enquête, est composé de 2 000 personnes et est représentatif de la population nationale âgée de 18 ans et plus.

Les quelques 400 questions sont articulées autour de grands thèmes. Outre les caractéristiques socio-économiques habituelles, citons notamment la famille, le logement et le cadre de vie quotidien, l'énergie, la situation économique et les ressources, les transports...

Ce questionnaire se modifie d'année en année, certaines questions disparaissant, d'autres étant introduites au cours des vagues successives. Cependant, un jeu de questions suivi depuis l'origine est maintenu.

De plus, l'originalité de cette enquête s'affirme «en ce que chaque thème est abordé sous son aspect factuel, concret et à travers l'opinion des personnes interrogées».

L'équipe «Aspirations» animée par L. Lebart est composée de : F. Boscher, G. Drouault, C. Duflos, F. Gros, L. Haeusler, Y. Houzel, P. Pleuvret.

PARMI LES PUBLICATIONS

- Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français : une brève présentation. L. Lebart, Y. Houzel. Consommation n° 1, 1980.
- Sur la valeur opératoire de certaines informations subjectives dans les enquêtes socio-économiques. L. Lebart. «Journal de la Société Statistique de Paris», n° 1, 1983.
- Les conditions de vie et les aspirations des Français. A. Babeau, L. Lebart. «Futuribles», avril 1984.
- Premiers résultats de la phase VII 1984-1985. Rapport préliminaire. Mars 1985.

Développer la formation en entreprises

Un rapport du Commissaire du Plan du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (1).

L'urgence d'un développement de la formation professionnelle n'est encore constatée que dans les secteurs les plus touchés par la crise et par ceux qui sont le plus exposés à la concurrence internationale. Le plus souvent, la formation des salariés est considérée comme une charge sociale et non comme un investissement : 77% des entreprises, dont la plupart des PME, y consacrent moins de 2% de leur masse salariale.

Cette insuffisance des efforts consacrés à la formation par les entreprises semble être l'une des raisons qui leur fait rencontrer de graves problèmes de qualité, de capacité à s'adapter et à se reconverter. Et elles ont aussi tendance à exclure ou marginaliser certaines catégories de travailleurs peu qualifiés.

Pour les organisations professionnelles et syndicales consultées par le Commissariat du Plan, l'effort à faire dans ce domaine est considérable et urgent. Mais il ne peut plus, comme par le passé, se limiter à accroître les masses financières consacrées à la formation. L'objectif primordial est celui d'une efficacité plus grande de la formation dans les entreprises. Cela suppose de la concevoir d'une façon mieux intégrée dans les stratégies de modernisation des entreprises. Cela suppose que les pouvoirs publics ne se polarisent plus autant sur les réglementations financières mais créent les conditions favorables au développement d'une formation de qualité utile aux entreprises et aux salariés eux-mêmes pour leur faciliter promotion et mobilité professionnelle.

Les mesures proposées par le Commissariat du Plan découlent de ces principes : simplifier et assouplir la réglementation actuelle ; alléger les contrôles financiers et s'orienter vers une évaluation des effets de la formation ; contribuer à l'adaptation de l'offre de formation à son nouveau rôle ; développer la sensibilisation et le conseil aux entreprises pour les aider à réorienter leurs formations ; accompagner plus systématiquement les aides à la modernisation industrielle d'aides à la formation ; inciter à la formation par des mesures financières : allègements de charges fiscales ou sociales, recours plus large à des procédures de contrats de développement entre l'Etat et les entreprises et aides au remplacement des salariés de PME pendant leur formation.

Evolution de la formation professionnelle dans les entreprises

	1972	1980	1981	1982	1983 ⁽¹⁾
Dépenses de formation - milliards de F -	2,8	11,6	13,2	15,6	16,1
En % de la masse salariale	1,35 %	1,83 %	1,88 %	1,97 %	2,03 %
Nombre de stagiaires	1 050 000	2 061 000	2 091 000	2 135 000	2 103 000
% des salariés	10,8 %	20,3 %	20,8 %	21,4 %	23,3 %

(1) Résultats provisoires : les chiffres définitifs pourraient atteindre 18 milliards de F et 2 300 000 stagiaires.

Malgré une progression continue, ces résultats restent insuffisants face à l'accroissement des compétences nécessaires dans les entreprises, d'autant plus que les stages sont souvent très courts : 67% ont moins de 40 heures et seulement 6% dépassent 160 heures.

(1) «Développer la formation en entreprises» - Commissariat Général du Plan - En vente à la Documentation Française, 29-31 quai Voltaire 75340 Paris Cedex 07 et 165 rue Garibaldi - 69003 Lyon (Prix : 50 F).